

Activités de coopération entre le Ciheam-lamm et l'Albanie

Lerin F.

in

Civici A. (ed.), Lerin F. (ed.).

L'agriculture albanaise : contraintes globales et dynamiques locales

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 28

2001

pages 163-176

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI020100>

To cite this article / Pour citer cet article

Lerin F. **Activités de coopération entre le Ciheam-lamm et l'Albanie**. In : Civici A. (ed.), Lerin F. (ed.). *L'agriculture albanaise : contraintes globales et dynamiques locales*. Montpellier : CIHEAM, 2001. p. 163-176 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 28)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Actvités de coopération entre le Ciheam-lamm et l'Albanie

Francois Lerin
Responsable de programme lamm

Introduction

Dés décembre 1991 l'Albanie devenait membre du Ciheam. Dés l'année suivante l'lamm de Montpellier, grâce à une visite d'Adrian Civici, commençait une collaboration avec l'Université agricole de Tirana - Uat (*via* le Ministère de l'Agriculture Albanais) démarrait une collaboration qui n'a pas cessé depuis, s'élargissant chaque année d'avantage. Ainsi au terme de ces presque dix ans de travail en commun, la liaison Uat/lamm – qui s'est élargie à un certain nombre d'autres partenaires – peut prétendre au titre de réseau qui couvre à la fois la formation, l'enseignement, la participation à des actions comparatives de recherches méditerranéennes, l'encadrement de recherche, et l'appui à des actions de développement.

I – Le réseau Albanais du Ciheam-lamm et ses activités

1. L'enseignement

Ces activités d'enseignement couvrent quatre types d'intervention :

- les formations DSPU/MS* de l'lamm ;
- les cycles courts de terrain coorganisés par l'UAT et l'lamm ;
- les participations croisées aux enseignements de l'Uat et de l'lamm par des chercheurs français et albanais ;
- les formations doctorales.

Les formations standards de l'lamm (Dspu/MS) ont commencé dès l'année universitaire 1992/93 et se poursuivent encore aujourd'hui. Elles sont marquées par un bon taux de réussite (soutenance des MS et résultats aux DSPU), résultat d'une sélection très attentive des meilleurs éléments, grâce notamment à la participation des enseignants de l'Uat à la sélection des candidats. La liste ci-daprès fait l'état de ces formations.

* Diplôme supérieur post-universitaire, *Master of Science*.

Tableau 1. Liste des *Masters of Science* soutenus ou en cours à l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier

N°	Nom du stagiaire	Titre du MS	Date de soutenance	Directeur de thèse
1	Kastriot Koshaj	Quel système de vulgarisation pour l'agriculture albanaise ?	II-1994	JL. Salinas
2	Engjell Skrelli	Possibilité et apports de la mise en place d'une formule associative au niveau de la production agricole en Albanie.	XI-1994	P. Coulomb
3	Ridvan Bode	L'économie paysanne albanaise et la transition vers l'économie de marché : difficultés et perspectives (réflexions sur la région du Dévolle).	XI-1994	P. Coulomb
4	Anila Boshnjaku	Analyse micro-économique des exploitations agricoles en Albanie – éléments pour un enseignement.	IX-1995	F. Jacquet
5	Gjin Biba	Transition de la collectivisation à la mini-exploitation paysanne en Albanie : analyse de la structure, du fonctionnement et des stratégies des agriculteurs dans le district de Lezha.	I-1998	F. Lerin
6	Taulan Nela	Dynamique d'une transition économique : l'adaptation des entreprises commerciales albanaises au nouvel environnement local et international	V-1999	A. Civici, F. Lerin
7	Erion Solomoni	Impact institutionnel d'un projet de réhabilitation des ouvrages hydrauliques sur l'agriculture albanaise.	V-2000	F. Lerin
8	Skhenzen Marku	La filière légumes en Albanie. Typologie d'acteurs et analyse des contraintes dans une économie en transition – le cas de la région de Kavaja.	V-2000	F. Lerin
9	Eva Kercuku	Dynamique sectorielle et transition économique en Albanie, le cas de la filière lait 1999-2000.	XII-2000	F. Lerin, A. Bourbouze
10	Enkeleda Zekaj	Formes et modalités de certification des produits agricoles et alimentaires dans l'Union européenne.	III-2001	F. Lerin
11	Ina Laçka ⁽¹⁾	Les nouveaux entrepreneurs dans les pays en transition – le cas du secteur viticole albanais.	(2001)	F. Lerin, S. Oncuoglu
12	Etleva Dashi ⁽¹⁾	La privatisation du secteur de la pêche en Albanie.	(2001)	F. Lerin, A. Civici

(1) En cours, soutenance prévue en 2001.

Les cycles courts de terrain coorganisés par l'UAT et l'Iamm. Compte tenu de la faiblesse des activités de terrain dans l'enseignement de l'UAT et de la spécificité sur ce point de la tradition de l'économie rurale française, nous avons, d'un commun accord avec nos collègues Albanais, dessiné le projet d'un cours annuel de diagnostic de terrain sur les évolutions locales de l'agriculture albanaise. Ces cours sont assumés du côté de l'Iamm par deux enseignants-chercheurs (François Lerin et Alain Bourbouze) et coordonnés, du côté de l'Uat, par Adrian Civici, avec des collaborations de collègues albanais (de l'Uat ou de l'Université de Korça) variables selon les années (S. Laci, A. Proko, S. Marku, ...). Ces cours associent des étudiants albanais avec des étudiants méditerranéens de l'Iamm, ainsi que des "étudiants avancés" albanais, qui sont en train de rédiger leur MS ou qui l'ont déjà soutenu. Chaque cours comprend entre 15 et 25 étudiants.

Jusqu'à présent, quatre cours ont déjà été organisés : le premier dans la plaine de Korça (en mai 1998), le deuxième dans la vallée de Permet (novembre 1990), le troisième dans la région côtière du sud de Saranda (en mai 2000) et le dernier en date en mai 2001 dans la région centrale de Tirana-Dürres-Kavaja. Un nouveau cours est prévu au printemps 2002.

Notons que ces cours ont pour vocation à la fois de suivre les évolutions locales de différentes régions du pays et de nous rendre compte des évolutions de la conjoncture agricole et alimentaire du pays, mais également, bien souvent, d'installer les "terrains" de nos stagiaires pour leurs travaux de MS.

Les participations croisées aux enseignements de l'Uat et de l'Iamm par des chercheurs français et albanais. Depuis 1992 les enseignants français et albanais participent aux sessions de cours de leurs partenaires dans le pays opposé (citons en particulier : P. Coulomb, F. Lerin, A. Bourbouze d'un côté et de l'autre : A. Civici, A. Proko, S. Laci, ...)

Les formations doctorales. Ces collaborations pédagogiques sont complétées par des formations doctorales menées par nos collègues albanais en France :

Tableau 2. Doctorats de III^{ème} cycle en liaison avec le programme Albanie de l'IAMM

1	Adrian Civici	<i>La transition agricole albanaise : d'une agriculture de substance à une agriculture familiale moderne (1990-2000).</i> Doctorat : Université agricole de Tirana & Ecole nationale supérieure d'agriculture de Montpellier (ENSAM) 2001 (1) Directeurs : P. Campagne (Iamm), D. Kerçini (UAT)
2	Gjin Biba	<i>Stratégie et comportements des ménages paysans en Albanie – contribution à l'analyse économique et institutionnelle de la transition.</i> Doctorat : Ecole nationale supérieure d'agriculture de Montpellier (ENSAM) 2001(1) Directeurs : J. Pluvinage (Inra), F. Lerin (Iamm)

(1) en cours, soutenance prévue en 2001.

Enfin, un certain nombre de séjours de courte durée ont été faits par nos collègues albanais à l'initiative de l'Iamm soit dans le cadre des cycles courts réalisés par l'Institut, soit dans le cadre du programme Tempus (Adrian Civici et Arsen Proko), soit dans le cadre du Ciheam.

2. Les activités de recherche et de réseau

Les activités de recherche et de réseau ont eu principalement pour résultat la publication de deux numéros d'*Options Méditerranéennes* – dont celui-ci. L'idée était d'associer le plus largement possible les experts et enseignants chercheurs albanais à cette publication, au contraire des rapports d'expertise menés par de nombreuses organisations internationales ou régionales. Le premier numéro consacré à : *L'Albanie une agriculture en transition* a également été publié en italien par nos confrères de l'Iam de Bari.

Par ailleurs, un certain nombre de collègues albanais ont participé aux autres réseaux de l'Iamm, participant à leurs travaux et publications : citons Andromaqi Gjergji dans *Alimentation et nourritures autour de la Méditerranée*, Karthala, 2000 ; A. Civici dans *Agricultures familiales et développement rural en Méditerranée*, Karthala, 2000 et dans *Terres Méditerranéennes* Karthala, 2001.

Nous avons également réalisé une vidéo (auteurs A. Bourbouze, F. Lerin, H. Kerçuku) de 15 mm sur la production fromagère en Albanie sous le titre "*Les beaux bidons de lait de la belle Albanie*".

Plusieurs réunions dépassant le cadre strictement albanais ont également été organisées sur la région balkanique, notamment avec le concours de la Fondation Pour le Progrès de l'Homme (FPH).

Nos activités de recherche se poursuivent essentiellement sur le suivi de l'évolution de l'agriculture et de l'alimentation dans le pays, sorte de fonction d'Observatoire des changements sociaux et économiques. Nous nous efforçons également de confronter dans divers colloques et réseaux nos analyses "albanaises" avec celles des autres pays en transition et avons constitué sur les Balkans (ou l'Europe du Sud-Est) un réseau d'échange d'information qui pourrait, dans le cadre des futurs programmes de l'Iamm prochainement "s'institutionnaliser".

Quelle place accorder aux sciences sociales appliquées ?

extraits du commentaire au *Rapport sur les études balkaniques remis au directeur de la recherche*,
Maison des sciences de l'homme, mission Balkans, Rémy Leveau, janvier 2001

Dans le dispositif universitaire choisi et renforcé par les propositions du Rapport, une "impasse" est faite sur l'accumulation d'études ou de recherches de terrain menées par ce que l'on pourrait appeler les "sciences sociales appliquées".

Nous nous limiterons ici aux travaux qui concernent l'agriculture, l'environnement et les programmes de développement ruraux, qui sont ceux sur lesquels nous avons le plus d'information. Il faut en effet constater que de nombreux organismes mènent des activités dans la région. Il s'agit des Ecoles d'agriculture, d'unités universitaires spécialisées dans des domaines d'expertise, les centres de recherche appliqués (principalement l'INRA et le CIRAD), les Bureaux d'études consacrés au développement, souvent associés à des Organisations non gouvernementales de type OSI (organisations de solidarité internationale), etc. Les disciplines les plus concernées sont l'économie et la sociologie et certaines pratiques de type "élaboration de projet", "diagnostics socio-économiques et environnementaux", "analyses de conjoncture"...

Les organisations sollicitées le sont sur des aspects de leur expertise, par exemple : le micro-crédit, la gestion de l'eau, l'amélioration des "filières" de production, la gestion halieutique ou forestière, le diagnostic d'un secteur économique, les choix stratégiques ou pratiques de coopération, etc. Elles mènent alors un important travail de terrain, souvent en liaison avec des partenaires locaux (ce qui lève le facteur limitant de la connaissance de la langue) et sur des objets très ponctuels. Xavier Bougarel aborde cette question dans son rapport de mission en Allemagne : "*Dès lors, les linguistes et les historiens figures "classiques" des études est-européennes, sont confrontés à des économistes, des juristes et des politologues sans compétences linguistiques ou historiques préalables de la région, mais doté de compétences techniques et d'outils conceptuels plus appropriés, et mieux rôdés aux fonctions de consultants et de conseiller politique*" (Rapport pp. 164/65).

Leur compétence thématique ou méthodologique leur permet un diagnostic comparatif sur les pays concernés et à bien des égards ils fournissent des informations, des analyses ou des pistes de travail, des appréciations économiques, sociologiques ou politiques (institutionnelles) qui sont loin d'être négligeables. Cette littérature d'expertise technique pourrait sans doute être plus ou mieux utilisée.

Dans de nombreux cas les chercheurs ou experts sollicités pour travaux sont liés à des institutions d'enseignement et de recherche. Un certain nombre de rapports de stages, DESS, mémoires de fin d'études, *Masters of science*, sont ainsi produits soit par des étudiants français se rendant dans la région, soit par des étudiants de la région venus en formation en France. Ces travaux se poursuivent parfois en études doctorales – voir l'exemple de l'amm.

Cet ensemble d'information et d'analyse n'est pas du même ordre que les études doctorales dont traite le Rapport et qui forment légitimement la colonne vertébrale d'un travail de recherche sur la région. Il est cependant dommage qu'ils ne puissent, selon des modalités pratiques à déterminer, être associés aux recherches fondamentales. Le fonctionnement en réseau (permettant une appréciation à la fois pratique, conjoncturelle et en même temps que stratégique et "politique" de l'évolution régionale) se trouverait renforcé, nous semble-t-il, par l'association de ces compétences.

II – Le programme d’appui au milieu : “Médiation et développement local en Albanie”

Un des résultats de notre intense activité sur l’Albanie a été la possibilité de formuler et de faire financer un programme de terrain sous l’intitulé “Médiation et développement local en Albanie”. Ce programme est relativement important en terme financier (2,6 MF sur 18 mois). Cette orientation était conforme à l’orientation d’appui au milieu défini par la nouvelle direction de l’Iamm (Gérard Ghersi) dans son “*Projet d’établissement*”.

A l’origine de ce programme, le double constat que nous avons fait avec nos collègues albanais après la crise de 1997 :

- la nécessité de créer un pôle d’accumulation dit “de société civile”, avec la création d’une ONG spécialisée albanaise ;
- la nécessité de s’engager plus directement dans des problèmes concrets de développement, en prolongement et en soutien aux activités de formation et de recherche.

A partir des diagnostics que nous avons faits et des tendances perceptibles dans la société et l’économie albanaise nous nous sommes rendus à l’évidence que les institutions publiques (notamment l’Université, les Instituts techniques et le Ministère de l’agriculture) ne pouvaient, étant donné la modestie de leurs moyens et (aussi) une certaine “tradition bureaucratique”, mener à bien un certain nombre de tâches importantes. Il paraissait opportun de créer un lieu d’accumulation indépendant de ces instances, mais en contact permanent avec elles.

Grâce aux liens dont nous disposions dans le secteur associatif, nous avons participé à la création d’une ONG albanaise – le Centre d’Etudes Rurales, CER. Ces liens se sont d’abord développés avec Solagral, mais aussi avec d’autres partenaires européens (le CERAI de Valencia, Crocevia en Italie, Euromontana à Bruxelles, ...) ou internationaux (notamment IBASE au Brésil, ...). Nous avons mené, ensemble, des opérations de mise à disposition des spécialistes albanais d’une littérature d’actualité sur différents thèmes comme : le développement durable, la Méditerranée, les OGM, la situation des marchés internationaux, la PAC, etc., en trouvant les fonds (notamment auprès de la Fondation pour le Progrès de l’Homme) pour traduire des dossiers pédagogiques, certains numéros du *Courrier de la Planète* ou des textes publiés par la FPH.

Dans une deuxième phase nous avons créé les conditions pour pouvoir déposer au co-financement du Ministère Français des Affaires Etrangères (MAE) un programme de travail plus ambitieux :

- il a fallu d’abord obtenir le soutien d’un consortium d’ONG françaises “assemblées” par le CFSI – Comité Français pour la Solidarité Internationale, présidé par l’Ambassadeur Hessel – associant notamment, pour ce projet, le GRET, Solagral, Cités Unies France (CUF), la CFTC, etc. ;
- ensuite, trouver un financement de Fondations, de façon à avoir une mise de fonds initiale nous permettant d’aller...
- ... à la ligne dite de co-financement du MAE réservée aux ONG.

Ce travail n’a été possible que grâce à l’accumulation de compétences, l’existence d’un groupe de jeunes stagiaires formés à l’Iamm (dont un certain nombre sont employés dans le programme) et la solidarité du réseau interne en Albanie, ...que la longue période de travail (environ 10 ans maintenant) entre l’Iamm et l’Albanie avaient permis de constituer.

La place de l’Iamm a donc été facile à trouver dans ce dispositif : celui de la fourniture d’expertise, de ressources humaines et de compétences et de suivi pédagogique et scientifique. De surcroît, si l’Iamm démarre une activité de suivi et d’expertise sur des projets de développement en Méditerranée, comme cela a été évoqué, ce programme pourra s’y intégrer pour la région balkanique.

Pour ce qui concerne l'orientation de fond de ce programme il vient d'un constat de base : la faiblesse des institutions publiques et professionnelles en Albanie, qui fait que les initiatives individuelles, passée la première phase de remise en route de la production agricole, se sont trouvées limitées par l'accès à l'information, le rationnement des petits crédits et les problèmes d'organisation. Seuls des entrepreneurs disposant de capitaux importants pouvaient passer ces barrières et continuer leurs trajectoires. En revanche, dans le cas des petits entrepreneurs, souvent isolés, la situation était beaucoup plus difficile. C'est pourquoi notre programme s'est centré sur la question de la "Médiation et (du) développement local".

Nous avons donc choisi de nous intéresser principalement à trois filières d'agro-transformation ou les regroupements de producteurs et de transformateurs étaient nécessaires, soit : la production de vin, d'huile d'olive et de fromage. Nous avons déjà travaillé sur ces thèmes dans le cadre du programme d'enseignement-recherche de l'IAM et il nous paraissait possible qu'une intervention relativement peu onéreuse puisse permettre de déclencher une dynamique significative.

Dans le cas de la production de fromage, les études-diagnostic menées à la fois par Alain Bourbouze et certains étudiants de l'IAM (dans le cadre des cycles courts et de MS) nous ont permis de créer rapidement les conditions d'une très bonne collaboration entre les spécialistes albanais et l'expertise française (ici avec le GRET). L'intérêt suscité sur place chez les producteurs a été tel, qu'une association des fromagers de la vallée de Permet s'est créée et que, dans la foulée, nous avons pu organiser une visite de 18 albanais (producteurs, maire et député, spécialistes) en France, notamment dans le Béarn où les conditions de production rappellent celles de l'Albanie.

Une des idées (et un des moyens centraux) de ce programme est que notre "médiation" puisse permettre à la coopération décentralisée française et à des institutions ou des groupes locaux albanais de se mettre en contact et de monter des associations et des programmes de coopération. Le programme restera la base logistique et de coordination-discussion-évaluation de ces opérations.

Annexe : Programme "Médiation et développement local en Albanie"

Extrait du rapport d'activité du CFSI sur la première année de programme

En 1998, après plus de cinq ans de coopération scientifique et pédagogique entre l'Université agricole de Tirana et l'IAMM, le Centre d'études rurales (CER) voit le jour avec comme objectif, suite à la crise des pyramides de 1997 et face à l'instabilité de l'Etat, de mettre en place une coopération non gouvernementale pour coordonner le travail des différents acteurs issus du secteur public et privé dans le cadre de projets de développement local. Le CER reçoit, un an plus tard, le soutien d'ONG françaises et plus particulièrement du Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) qui – en tant que plate-forme d'ONG, de collectivités locales, d'organismes de recherche, de syndicats de travailleurs et d'organismes de mutualité sociale et économique – associe au projet : Solagral, Cités-Unies France, le Gret et la CFTC. De cette collaboration naît donc le programme "Médiation et développement local en Albanie".*

Ainsi, le CER réunit des agronomes et économistes (professeurs d'Université et experts indépendants) décidés à s'investir dans le développement local pour favoriser et accompagner des initiatives renforçant l'économie locale et la structuration sociale en milieu rural albanais. L'objectif général du projet est donc, d'une part, d'aider des acteurs locaux (éleveurs, agriculteurs, producteurs, élus locaux...) à formuler et à développer des initiatives valorisant les ressources locales, via un accompagnement technique et financier, et, d'autre part, de favoriser le dialogue régulier entre acteurs locaux, indispensable au développement d'un territoire.

Le CER cherche ainsi à intervenir dans un domaine où l'appui institutionnel est encore faible et instable car l'Etat se relève progressivement de trois crises successives : la chute du communisme, la crise des pyramides de 1997 et la guerre du Kosovo.

Suite à une mission organisée par le CFSI, rassemblant plusieurs de ses membres, Solagral, CUF et CFTC en juillet 1999, un programme de 18 mois a été élaboré dont les objectifs spécifiques sont :

- o de construire et de mutualiser une connaissance des atouts, potentialités et des contraintes de développement à l'échelle locale,
- o de favoriser la formulation d'initiatives portées par des acteurs locaux, s'inscrivant dans le champ socio-économique et valorisant les potentiels locaux,
- o de soutenir financièrement et d'accompagner techniquement de telles initiatives pour les rendre viables,
- o et d'aider à l'émergence et à la pérennité d'un réseau de développement local.

Le dispositif prévu s'appuie donc sur le CER et sur la création de *maisons du développement local*. Lors de la première phase de ce programme, il s'agit de mettre en place deux premières maisons, la première dans la région de Tirana et la seconde à Korça.

Le programme de coopération a prévu les actions suivantes :

- o soutien à la mise en place de ce réseau de développement local (CER et deux maisons) : participation au démarrage du dispositif, appui organisationnel et institutionnel ;
- o appuis et échanges dans l'élaboration de diagnostics et d'études sectorielles ;
- o mobilisation d'apport financier et d'expertise externe pour le soutien à des innovations et à des actions expérimentales ;
- o appui au développement et à la pérennisation du dispositif.

Plus concrètement, la première année de l'action a été consacrée au renforcement des capacités du CER, en tant qu'acteur du développement, et à la mise en œuvre de projets sectoriels, mobilisant des compétences albanaises et de l'expertise externe sur les volets suivants :

- o filière fromage et transformation laitière
- o filière oléicole
- o filière vitivinicole
- o filière tourisme solidaire

* Notamment J.L. Vialajus (Délégué général) et C. Lebègue. A Solagral, Lisa Dacosta coordonne l'ensemble du programme.

Présentation des actions du CER

1. Renforcement du partenaire

a) Renforcement des capacités du CER à travers un travail de diagnostic

Le programme a officiellement commencé en mai 2000. Les six premiers mois ont été consacrés, en premier lieu, à l'aménagement et à l'équipement des bureaux du CER à Tirana et Korça (mobilier et matériel informatique) au renforcement de l'équipe et à la rédaction de trois études / diagnostics, à savoir :

- o le fonctionnement du pouvoir local en Albanie
- o analyse socio-économique de la région du sud-est de l'Albanie – district de Korça
- o analyse socio-économique de la région du centre-ouest – district de Tirana, Durres, Kavaje

Ces rapports, basés sur un travail de terrain avec enquêtes auprès de producteurs, agriculteurs, élus locaux, directions régionales de l'agriculture, ont servi de matériel préparatoire aux missions d'expertise dans les 4 filières citées ci-dessus. Ils dressent en effet un état des lieux de ces deux régions avec tout d'abord une brève présentation :

- o du milieu naturel : climat, relief, sols...
- o de la situation agricole : les cultures, l'élevage, les types d'exploitation, la main d'œuvre, les moyens d'exploitation des terres, les activités de transformation et de commercialisation des produits agricoles et les autres types d'activités liées au milieu rural (tourisme...).

Ces études donnent quelques exemples d'initiatives dans le domaine agricole qui permettent d'appréhender la dynamique locale existante et de connaître les attentes et besoins des producteurs. Elles mettent donc en évidence les problèmes auxquels sont confrontés les exploitants (taille des parcelles, absence de crédits, commercialisation difficile, faiblesse de l'état en ce qui concerne la structuration des marchés...) et quelles mesures pourraient être envisagées pour aider à les résoudre tout en participant au développement local.

Trois autres études ont aussi été préparées sur les filières oléicole, vitivinicole et laitière. Comme les rapports précédemment décrits, elles ont aussi servi à préparer les missions d'expertise en dressant un état des lieux des filières et identifiant les principaux problèmes auxquels sont confrontés les acteurs de ces filières, et en proposant une ligne d'approche pour la mise en œuvre des projets.

b) Renforcement institutionnel du CER

Reconnaissance nationale

Dans le cadre de cette action, le CER a établi et noué de nombreux contacts avec les institutions centrales albanaises (Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Ministère de la Coopération économique et du commerce), des organisations et projets internationaux intervenant en milieu rural (Banque Mondiale, FAO, Commission européenne, US Aid, Land'O' Lakes, IFDC...) ainsi qu'avec de nombreuses associations locales et régionales (associations de producteurs...).

Ces différents contacts ont permis au CER d'être identifié comme un acteur du développement rural et territorial.

Dans ce contexte, le CER a produit, traduit et diffusé un grand nombre de documents en fonction des attentes des différents partenaires. Il y a eu trois types de publication :

- o Publication et diffusion (entre 300 et 400 exemplaires) des études générales et spécifiques réalisées par le CER.
- o Traduction, publication et diffusion (150 exemplaires) des rapports de mission sur les filières fromage, huile d'olive et vin.
- o Publication et diffusion de plaquettes, brochures et dossiers techniques ;
- o Techniques de production fromagère (600 exemplaires)
- o Culture et entretien de l'olivier (800 exemplaires)
- o Calendrier de l'oléiculteur (1 000 exemplaires).

Organisation d'un séminaire sur la coopération Franco-Albanaise

L'objectif premier de ce séminaire était de marquer le "point de départ officiel" du travail du CER à travers la présentation des rapports mentionnés ci-dessus et des résultats de la première expertise technique sur la filière fromage. Il s'agissait initialement d'une réunion de travail entre les acteurs impliqués dans ce programme.

Suite à une suggestion du Ministère des Affaires Etrangères, la portée de ce séminaire a été élargie aux acteurs de coopération française en Albanie qui ont, pour la plupart, répondu favorablement à cette invitation (UPRA Tarentaises, Crédit Mutuel, FERT, Mairie de Cuges-les-Pins,...). Les Ministères des Affaires Etrangères et de l'Agriculture étaient représentés ainsi que l'Ambassade de France à Tirana. L'objectif était donc de profiter du lancement du projet CER – CFSI pour faire un état des lieux des actions de coopération française en Albanie en permettant aux différents acteurs d'exposer leur travail et d'éventuellement engager des collaborations entre projets. De nombreux partenaires albanais étaient également présents : représentants du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, professeurs d'université, représentants de différents organismes de développement (Banque mondiale, Fonds de financement rural...) et de la société civile (associations DENA...).

c] Montage de projets sectoriels

Les 4 missions d'expertise s'inscrivent dans l'objectif de développement local. Elles ont permis aux acteurs locaux, identifiés préalablement par le CER, de formuler et de développer des initiatives valorisant les ressources tout en bénéficiant d'un appui technique d'experts français.

Ainsi, des missions d'expertise d'une dizaine de jours ont été organisées en 2001 :

- o filière fromage, réalisée par une agronome du GRET et un ingénieur de l'IAMM, janvier 2001
- o filière oléicole, réalisée par un expert du Syndicat national des oléiculteurs et le Président de la chambre d'agriculture des Alpes de Haute Provence, février et avril 2001
- o filière vitivinicole, réalisées par un ingénieur agronome de l'ENSAM et un expert indépendant, mai et septembre 2001
- o filière tourisme, réalisée par un expert du GRET, avril 2001

Ces missions avaient pour objectif d'identifier les projets à mettre en œuvre avec des partenaires albanais et français (acteurs de la société civile, collectivités territoriales, régions...) en réponse à une demande ou en renforcement à des initiatives locales, et de proposer un programme d'actions au CER.

• une perspective de développement rural (Martine François, GRET)

Les actions de développement rural pour les zones défavorisées se basent aujourd'hui sur des approches territoriales, de "développement intégré". Elles raisonnent le développement rural dans une perspective de partenariat (mettre autour de la table les acteurs du territoire pour définir les projets), d'intégration des secteurs (concevoir les actions filières en lien avec les autres actions sur le territoire – exemple du tourisme vert), de coopération internationale et de réseaux internationaux (le CFSI réunit un consortium d'ONG...).

Le fait de concevoir les programmes "filières" (fromage, vin, huile d'olive, tourisme) dans une perspective territoriale, permet de bénéficier pleinement des synergies entre actions et entre projets sur le territoire, et de faire qu'elles se renforcent mutuellement : exemple lien entre la filière fromage ou vin et tourisme solidaire : "route des fromages et du vin", etc. Elle permet également d'impliquer étroitement les acteurs locaux dans la définition des projets, de les informer et de les mobiliser sur certaines actions.

Les actions seront engagées dans une dynamique de filière, c'est-à-dire en amont et en aval de la filière, intégrant aussi bien l'élevage par exemple pour la filière fromage que la transformation (techniques, ressources humaines, organisation) et la commercialisation, ou encore les caractéristiques des marchés et de la consommation des produits sur le marché intérieur essentiellement ; finalement, un travail avec les institutions locales, régionales et nationales (réglementations, AOC, ...) est aussi intégré.

Des territoires d'intervention – pertinents du point de vue du développement local et définis à partir de logiques physiques (une vallée), sociales (groupements de communes ayant l'habitude de travailler ensemble pour certaines actions, affinités entre les populations), économiques (champ privilégié d'une activité économique – ont donc été déterminés dans cette première phase du projet.

Finalement, le développement des différents programmes se base d'abord sur des compétences locales albanaises. Le rôle du CFSI et des organismes partenaires (GRET, Solagral, Syndicat national des oléiculteurs, CFTC, IAMM, CUF) est d'appuyer les personnes et structures dans l'adaptation de leurs compétences (savoirs, savoir-faire, savoir comportemental) aux nouveaux défis de leurs métiers : apprentissage de compétences nouvelles en technologie, d'organisation collective (surmonter ensemble les éventuelles difficultés...). Il faut pour cela mobiliser les techniciens, personnels de développement local du CER et des organismes d'appui albanais et les réseaux de personnels d'appui au développement local ou de fromagers, viticulteurs, oléiculteurs français. Le soutien des services de l'état et des collectivités territoriales est aussi nécessaire pour assurer un développement des différentes filières à tous les niveaux.

Le CER a favorisé et appuyé concrètement, dans le domaine juridique et organisationnel, la création d'associations de producteurs.

La première association créée est l'association "Trebeshina" de Permet, rassemblant 23 producteurs de fromages, un technologue et un juriste. Cette association est le pivot, sur la région de Permet, du programme fromage développé par le CER.

Sur la base de cet ancrage local, le CER a pu, en mars 2001, ouvrir la première "maison de développement local" à Permet. Equipée en matériel audiovisuel et dotée progressivement d'un fonds documentaire, cette maison va devenir un lieu de rencontre et de discussion entre les différents acteurs impliqués dans la filière.

La constitution de cette association a valeur d'exemple pour les autres producteurs. Après plusieurs semaines de contacts et d'échanges d'expériences, en fait de médiation entre acteurs, trois autres associations sont en cours de constitution :

- o Une association des fromagers de Korça
- o Une association viti-vinicole à Permet
- o Une association d'oléiculteurs à Elbasan.

Ces associations seront les futurs partenaires des programmes "filiales" développés dans ces régions.

2. Programmes sectoriels

a) La filière fromage (d'après les rapports de mission de Martine François, GRET)

Le programme fromage est axé sur deux structures porteuses : la future maison de développement local à Korça et l'association Trebeshina à Permet.

• Les objectifs du programme tels que définis par les fromagers

Suite à la mission d'expertise et au travail du CER avec les fromagers de ces deux régions, des objectifs d'action ont été définis en fonction des priorités des acteurs :

- o L'amélioration de la maîtrise technique de la fabrication des fromages.
- o L'amélioration des techniques de production.
- o L'amélioration de la commercialisation

• Les actions menées à ce jour

En Albanie :

- o Restitution des résultats de la première mission d'experts par le CER aux fromagers et institutionnels.
- o Organisation d'un voyage interrégional de fromagers organisé par le CER .
Ce voyage d'études, réalisé du 19 au 26 avril 2001, a permis aux fromagers de mieux se connaître et surtout de visiter les fromageries des uns et des autres. Chaque groupe de fromagers n'a pas les mêmes atouts : les fromagers de Korça sont bien équipés, les fromagers de Permet ont une certaine avance en termes d'organisation collective... La rencontre avec d'autres professionnels du même secteur est un incontestable facteur de progrès.
- o Recrutement d'un technicien local pour l'association des fromagers de Permet .
Le technicien, est un ancien fromager ayant travaillé dans une fromagerie d'état. Il a pour fonction de repérer les technologies utilisées dans les fromageries, de faire l'inventaire des problèmes rencontrés et donc d'assister les fromagers dans leur processus de développement.
- o Réalisation d'une enquête / typologie des fromageries de la région de Korça.
- o Réalisation d'une étude consommateurs.
Il s'agit de cerner les attentes des consommateurs par rapport aux fromages locaux (kaçkavall, wize, gize). Ce travail est en cours de réalisation (à travers des entretiens qualitatifs), il est mené par l'équipe locale du CER avec les conseils et appuis du GRET/Bergerie Nationale.
- o Réalisation d'une étude sur les pratiques d'élevage à l'origine de la typicité par une stagiaire de l'ENESAD, encadrée par l'IAMM et le CER.
- o Atelier de formation fromagère en septembre 2001 à Permet avec l'association Trebeshina.
Un spécialiste de technologie fromagère français a participé à des ateliers de fabrication qui lui ont permis d'identifier les différents fromages fabriqués ainsi que les technologies. Des expériences de fabrication de fromage à pâte molle et à pâte pressée cuite ont été menées. Cette mission a permis d'identifier les problèmes auxquels sont confrontés les fromagers et faire des propositions d'améliorations aussi bien en ce qui concerne la traite, le contrôle du lait, la fabrication, l'équipement que la commercialisation. Les fromagers sont en train de s'organiser pour acheter une chambre froide en commun et du matériel d'emballage pour les fromages.

En France :

- o Réalisation d'un voyage d'études de fromagers et personnel d'encadrement technique albanais en mai 2001 en Aquitaine.

Pour améliorer les pratiques des fromagers albanais et les aider à retrouver et à formaliser les savoir-faire traditionnels à l'origine de la typicité et de la qualité de leurs productions fromagères, une vingtaine de personnes impliquées dans la transformation du fromage de montagne (éleveurs, fromagers) et dans l'appui à la production fromagère (personnel du Ministère de l'agriculture albanais, Institut de technologie alimentaire...) ont rencontré, au cours d'un voyage d'étude organisé dans la région Aquitaine, des collègues impliqués dans ce même type de production, dans le massif pyrénéen, plus particulièrement dans le cadre de l'appellation d'origine contrôlée Ossau-Iraty.

Les principales différences relevées résident dans les modalités de fabrication et la gestion de la qualité du lait depuis l'élevage jusqu'au fromage. L'intérêt des fromagers a porté sur :

- o l'acquisition de petits matériels pour les contrôles et l'hygiène,
- o les modes de fabrication,
- o les formes d'organisations collectives des producteurs,
- o les méthodes de contrôle de la qualité du lait, leur coût, l'organisation du contrôle.

• Les actions à engager

- o Analyse sensorielle : caractéristiques organoleptiques des fromages de qualité : organisation de séances de dégustation des fromages pour obtenir une grille de critères (aspect, texture, saveur, odeur) caractérisant les fromages albanais.
- o Recueil des besoins techniques des fromagers à l'issue du voyage d'études : l'objectif est de proposer aux fromagers d'acheter par l'intermédiaire du projet les équipements et intrants qui leur font défaut en Albanie. A terme, il s'agit qu'ils organisent collectivement et directement leurs propres approvisionnements.
- o Campagne d'analyse sur la qualité du lait entrant dans les laiteries : il s'agit d'apprécier la qualité du lait pour cibler la nature des actions à mener auprès des éleveurs et des mesures à prendre pour améliorer la qualité du lait et du même coup les revenus des éleveurs.
- o Etablir un programme d'action sur ces fromages avec le Ministère de l'Agriculture albanais : approfondir, avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation albanais, les façons d'apporter un appui pour le soutien des productions fromagères en Albanie.
- o Impliquer l'Institut de Technologie Alimentaire : les compétences sont disponibles au sein de cet Institut. Le CER doit identifier les modalités de collaboration et trouver les recherches les moyens de cette intervention.

b) La filière oléicole (d'après le rapport de mission de J.M. Baldassari, Syndicat national des oléiculteurs, France)

La filière oléicole se caractérise tout d'abord par :

- o un abandon du verger (les oliviers ne sont pas entretenus, difficulté d'appropriation des parcelles distribuées lors de la privatisation de 1991, destruction d'oliveraies restées propriété de l'Etat, émigration...) malgré un potentiel de production considérable, varié et probablement de qualité à condition bien entendu d'être correctement exploité ;
- o une mauvaise qualité de l'huile produite ; les stocks sont considérables et invendables. Cette huile est porteuse d'une image souvent très négative qui profite à des huiles d'importation, lesquelles sont pour beaucoup falsifiées parce que non contrôlées. Le cours des huiles, même pour des huiles de bonne qualité est bas, il est donc non rémunérateur. Le verger est par conséquent délaissé plus particulièrement par les populations les plus jeunes.

• Les objectifs du programme

A la lumière de ce constat et de la détermination témoignée par les paysans et les spécialistes, le projet s'appuie simultanément sur 2 hypothèses :

- o Première hypothèse : il ne peut y avoir de développement possible du secteur oléicole en Albanie sans le rémunérer et donc sans l'organisation d'un marché. Ce marché n'existe pas et ne peut pour l'instant exister, il faut donc le construire en s'appuyant dans un premier temps sur un marché à l'exportation.
- o Deuxième hypothèse : il ne peut y avoir de construction de marché sans la réalisation en amont d'un produit de grande qualité. La nuance entre un produit de grande qualité et seulement de qualité est à bien saisir pour inverser l'image négative dont souffre l'huile d'olive albanaise aujourd'hui. Les stratégies à mettre en œuvre varient évidemment entre l'une et l'autre.

• Propositions d'actions

Le programme développera deux démarches complémentaires :

Démarche endogène : seules de petites actions démonstratives transférables ensuite paraissent crédibles. Deux sites ont été sélectionnés dans les régions de Tirana et d'Elbasan. Il s'agirait :

Concernant les producteurs :

- o un travail d'animation a été fait et a entraîné la création de l'association des oléiculteurs d'Elbasan. Cette organisation devrait permettre d'engager une notion de filière,

- o de proposer un programme de formation touchant aux modules :
 - biologie et taille des oliviers,
 - travail du sol et fertilisation,
 - protection phytosanitaire des oliviers et lutte intégrée,
 - examens analytiques et organoleptiques des huiles d'olive,
 - réglementations internationales et européennes en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire et mise sur le marché des produits.
- o de mener un ou plusieurs programmes de recherche et expérimentation pour lutter contre les parasites de l'olivier et plus particulièrement contre la mouche de l'olive.

Concernant les moulins :

- o d'intervenir sur l'application des mesures d'hygiène et de sécurité conformément aux réglementations internationales et européennes (marche en avant, stockage et conditionnement des produits, étiquetage, mise en marché, traitement des déchets).
- o d'apporter des améliorations techniques :
 - organisation du travail,
 - aménagement des bâtiments,
 - stockage et conditionnement.

A partir de ces sites une réflexion sera également engagée permettant de faire appel à terme à un label de qualité reconnu au niveau national, voire Européen dans une perspective d'intégration de l'Albanie à l'Union européenne.

Démarche exogène : l'objet serait pour ces 2 sites de créer un petit marché à l'exportation de manière à stimuler pendant un temps déterminé (2, 3 ou 4 ans) toutes les initiatives qui pourront être prises. Ce qui signifie que les groupes constitués devront s'organiser pour envisager à terme leur propre marché.

Sont estimées suffisantes 100 tonnes d'huile vendues à un minimum de 3 \$ le litre en France ou en Europe pour jouer ce rôle de levier.

La faisabilité commerciale pourrait également être envisagée en travaillant auprès d'associations albanaises qui se sont constituées en France mais aussi en Allemagne, en Italie et en Grèce. Cette éventualité est bien entendu à travailler.

Mise en œuvre : elle pourrait être envisagée sur 4 ans autour de 4 composantes que sont :

- o l'organisation de la filière,
- o la conduite du verger,
- o les techniques de récolte et de stockage des olives,
- o la fabrication de l'huile d'olive et sa mise en marché.

• **Actions à mener**

Une mission de l'expert français est prévue pour novembre 2001 ; des actions pilotes seront conduites sur les techniques de récoltes et de stockage et une mallette pédagogique sera produite.

c) La filière vitivinicole (J. Fenech, P. Leclair, experts indépendants)

Deux missions ont été effectuées en mai et septembre 2001, le premier rapport fait état d'une tradition perdue (étant donné la réputation de la tradition viticole albanaise), d'un vignoble à bout de souffle (vignobles peu ou pas entretenus, productivité très faible...), d'une filière désorganisée (problème de l'atomisation des producteurs et du cloisonnement des services qui ne permettent pas une politique d'ensemble...) et des structures peu adaptées à la culture de rente.

• **Objectifs et actions à court terme**

Les actions à court terme visent à

- remonter la productivité des vignes existantes,
- améliorer l'état sanitaire et l'aptitude à la vinification du raisin,
- préparer la qualité du renouvellement et de l'extension du vignoble,

à travers :

- la confection d'une plaquette,
- des stages de formation des agriculteurs ,
- formation de techniciens vitivinicoles,
- référentiel technique et économique
- formation à la dégustation des vins.

• **Propositions d'améliorations à plus long terme**

- o Sélectionner et produire des plants de vigne : à moyen et long terme se pose le renouvellement du vignoble de rente existant, lui-même réduit d'un tiers depuis dix ans. Des pépiniéristes devront être formés. La réussite d'une production de vin albanais passe par la maîtrise de la chaîne de production de matériel végétal, sans oublier l'expérimenta-

tion qui doit permettre de déterminer les préconisations, compatibilités, modes de conduite et, enfin, déterminer les encépagements en vins de caractère.

- o Monter une opération pilote : une opération pilote peut être menée dans la région de Korça ou Permet. Cette opération sera différente suivant les objectifs poursuivis, notamment suivant l'évolution souhaitée des structures agraires et du degré de coopération entre agriculteurs.
- o Recherche de l'histoire de la vigne et du vin : cette recherche peut être faite à Korça à partir des documents d'archive et de témoignages d'anciens. Sans devoir reprendre les anciens usages, cette recherche donnera des indications précieuses sur la localisation des vignobles, les types de vins produits et les techniques employées et nous éclairera sur le comportement probable des cépages "autochtones", faisant gagner du temps à l'expérimentation.

• **Actions à mener**

Le rapport de la deuxième mission n'a pas encore été remis, il doit faire des propositions de programme à mener en partenariat avec la mairie de Cujes-les-Pins (Bouches-du-Rhône) jumelée avec Vreshtas (région de Korça) et avec l'association Alsace-Albanie.

d) La filière tourisme solidaire (d'après le rapport de mission de J.M. Collombon, GRET)

Le tourisme solidaire s'inscrit dans la logique de développement local mentionnée plus haut et se fonde sur les principes de base du "tourisme durable" ou du "tourisme solidaire", à savoir :

- o une maîtrise complète du dispositif touristique par les populations locales concernées,
- o la suppression des intermédiaires afin que la plus-value aille directement aux intéressés,
- o l'organisation des acteurs locaux en structures de développement local, à divers niveaux (local et régional),
- o le respect absolu de la culture locale et de l'environnement.

Il participe donc à la valorisation du pays et des productions locales et pourrait, dans le cas présent, s'appuyer sur une structure telle que le CER et ses partenaires locaux (l'association Trebeshnia de Permet, la Faculté d'Economie de l'Université de Korça, municipalités de Permet et de Korça) désireux de s'investir dans un projet de développement du tourisme rural.

• **Le contexte et quelques chiffres**

Suite aux difficultés de la période de transition et les soubresauts de la crise des Pyramides de 1997, l'Albanie est sur la voie d'un développement accéléré et le secteur touristique n'échappe pas à l'extraordinaire dynamique économique d'ensemble.

En 2000, le chiffre d'affaire du tourisme a atteint 117 millions de USD. Avec 1 million de touristes cette année là, le tourisme a représenté 12 % du PIB. Ce secteur, qui emploie 16% de la population active, draine 22 % des investissements. Certaines zones, comme la province de Saranda, au sud, ont totalisé, depuis 1998, 6,5 millions de USD d'investissements dans le seul secteur touristique.

Cependant, si les investissements dans le "tourisme familial" se développent grâce à l'argent de l'émigration, le tourisme rural est encore inexistant en Albanie. Or il peut constituer une importante source de revenus complémentaires pour les zones rurales les plus éloignées des grands axes de communication, qui sont souvent, aussi, celles qui ont conservé une nature intacte, des villages qui ont gardé leur aspect traditionnel et des habitants dont le mode de vie semble n'avoir pas changé depuis des siècles.

• **Les atouts du pays**

L'Albanie dispose, en effet, d'atouts très importants en matière de tourisme :

- des paysages diversifiés et parfois somptueux, de la mer à la haute montagne, des villages de montagne qui ont conservé leur architecture traditionnelle, une côte magnifique,
- quelques monuments intéressants (églises et monastères orthodoxes, sites gréco-romains),
- une population très accueillante,
- une infrastructure d'accueil de plus en plus solide,
- des produits locaux (fromage, fruits, légumes, viande) de qualité,
- une réelle volonté de développement touristique de la part de l'Etat, par l'intermédiaire du Comité national de Développement du Tourisme.
- des prix très attractifs qui en font, à proximité immédiate de l'Europe (Bari n'est séparée de Durrës que par un bras de mer de 76 km), une destination privilégiée.

• **Ses handicaps**

Certains handicaps pénalisent encore ce développement :

- la plupart des villes, surtout dans la plaine côtière sont laides et encore très dégradées,
- l'urbanisme, totalement anarchique, mite les paysages ruraux,
- des monuments prestigieux, comme la cathédrale St Georges de Korça ont été détruits par le régime antérieur,
- l'espace public est souvent souillé (plastiques, carcasses de voitures).

• **En quoi consiste le projet**

Ce projet consisterait à induire un flux progressif de voyageurs en provenance de France, accueillis dans les trois régions identifiées dans la région sud du pays (Korça, de Permet et de Gjirokastër) par une association locale regroupant les prestataires ruraux directs. La coordination entre les trois associations locales serait assurée par une association régionale, jouant le rôle de "réceptif" pour tous les voyageurs passant par le dispositif. Du côté français, les candidats au voyage seraient détectés par le "Réseau Voyageurs Solidaires" qui se met en place en Provence et en Rhône-Alpes.

Durant la phase pilote, d'une durée de 18 mois, le CER pourrait jouer ce rôle de réceptif et de coordinateur-animateur du dispositif. Localement, l'association Trebeshina pourrait assumer le rôle de "gestionnaire-coordonateur" pour toutes les prestations locales, assurées pour la plupart par ses membres. Le CER pourrait appuyer la création des deux autres associations locales, à commencer par celle de Korça. Les municipalités de Korça, Permet et Gyrokastër devraient être directement associées au projet. Le Département tourisme de la Faculté d'Economie de Korça pourrait fournir certaines prestations d'appui.

• **Actions à mener**

Suivant une méthodologie mise au point en France par le GRET et utilisée pour le projet de tourisme solidaire GRET/El Velah en Mauritanie, les "produits touristiques" (circuits) seront mis au point de manière participative entre les voyageurs étrangers et les prestataires albanais à l'occasion de deux voyages-tests. Ces voyages, d'une durée de 10 à 12 jours, seront entièrement financés par les participants.

Il s'agirait de voyages organisés autour de deux thèmes :

- o le premier concernerait la découverte de l'Albanie, de son peuple, de sa culture, de son histoire et, à partir de là, de cet espace géopolitique des Balkans, dont tout le monde a entendu, et continue à entendre parler.
- o le deuxième concernerait la compréhension de ce qu'était réellement l'ancien régime, le plus rigide des pays de l'Est et de son fonctionnement et la compréhension des difficultés actuelles de la transition du modèle de l'économie planifiée vers le modèle néo-libéral. Bien entendu, chacun de ces voyages aurait également une forte composante détente loisir.

Ces deux voyages – regroupant dans un premier temps des "clients-amis" ayant déjà participé à ce genre de voyage et dans un deuxième temps des représentants des Comités d'entreprise des régions Provence et Rhône-Alpes, susceptibles d'inscrire, par la suite, la destination albanaise dans les catalogues vacances et loisirs destinés à leurs membres – devraient permettre d'établir un programme précis, de mettre au point des produits de promotion et former les accompagnateurs pour ainsi préparer la saison touristique 2002.

Durant cette même période, il serait important qu'une visite des partenaires albanais puisse être organisée en Provence. Ce voyage, destiné à montrer ce qu'est le tourisme rural en France, pourrait durer une dizaine de jours et regrouper 10 à 12 participants. La délégation pourrait être reçue en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

